

Nouvelle Réglementation Thermique

De l'influence des sommets de Rio et Kyoto sur la réglementation thermique et la politique des logements en France...

Etape intermédiaire, la réglementation thermique, RT 2000, tient compte des engagements pris par la France lors des conférences internationales de Rio et Kyoto, à savoir maîtriser les émissions de gaz à effet de serre et notamment les émissions de gaz carbonique. La réduction attendue des consommations énergétiques entraînera logiquement un allègement des charges de chauffage, préoccupation constante de l'Etat dans le domaine du logement. D'un effet à l'autre...

Le bâtiment est désormais considéré comme une entité globale consommatrice d'énergies comme bien sûr le chauffage, mais aussi l'eau chaude sanitaire, la ventilation, la climatisation, et même, pour certains bâtiments tertiaires, l'éclairage.

Partant, les nouvelles constructions, dont la demande de permis de construire aura été déposée après le 1er juin 2001, devront être conçues de telle sorte qu'un changement de système de chauffage soit possible sans intervention lourde sur la structure du bâtiment. Cette mesure est de nature à remettre en cause les pratiques habituelles en matière de chauffage individuel électrique.

En ce qui concerne les logements construits avant la date du 1er juin 2001, cette réglementation ne s'applique pas. Néanmoins, un effet d'entraînement est attendu et des actions concertées de l'ANAH et de l'ADEME devraient inciter les propriétaires à réaliser des aménagements visant la rationalisation de la consommation énergétique des bâtiments existants. Par ailleurs, la réglementation RT 2000 n'est qu'une étape intermédiaire dont l'objectif est de donner le temps et les moyens nécessaires aux différentes professions du bâtiment (*prescripteurs, entrepreneurs de BTP, industriels et négociants*) pour s'adapter aux changements irréversibles en matière de consommation d'énergie. Des évolutions futures sont déjà prévues qui renforceront progressivement les niveaux d'exigence.

Afin de faciliter l'information du public et des milieux professionnels, le Ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement a organisé une campagne de communication comprenant notamment :

- La diffusion d'une plaquette d'information auprès des organisations professionnelles. Ces informations sont encore disponibles auprès de la DRE et des DDE ou directement sur le site internet du Ministère : www.logement.equipement.gouv.fr
- Une invitation à la réunion régionale d'information des professionnels, qui a eu lieu le 3 mai dernier, avec l'appui de la DRE, à l'espace Tête d'Or à Lyon.

Il est à noter que ces nouveaux textes s'inscrivent dans la droite ligne de la loi du 30 décembre 1996, dite "Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie" (LAURE) et tendent vers une harmonisation européenne. Ils visent, en outre, un rapprochement des dispositions applicables aux logements et autres locaux.

Pierre-Yves DUFFAIT
DRE Rhône-Alpes / DHLS
pierre-yves.duffait@equipement.gouv.fr